

Le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) continue à développer les secteurs minier, pétrolier et gazier malgré les impacts sociaux et écologiques de l'extraction. À l'origine du problème, la capacité limitée de la PNG à accéder aux capitaux et aux investissements dans d'autres secteurs, associée à un endettement élevé, conduit le gouvernement à rechercher des investissements étrangers dans le secteur de l'extraction au détriment d'autres priorités.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) occupe la moitié orientale de l'île de Nouvelle-Guinée, la plus grande île tropicale du Pacifique. La Nouvelle-Guinée abrite la plus grande diversité de plantes à fleurs de toutes les îles²²⁷ et la troisième plus grande étendue de forêt tropicale humide de la planète.²²⁸ Cependant, l'extraction continue des ressources menace les écosystèmes uniques et diversifiés de la PNG, ainsi que les pratiques sociales, culturelles et économiques qui y sont étroitement liées.²²⁹ Certains des risques les plus importants proviennent de l'extraction de minéraux, de pétrole et de gaz,²³⁰ dont la grande majorité est exportée à l'étranger plutôt que consommée dans le pays.²³¹

Le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée reconnaît que sa dépendance à l'égard de l'extraction constitue une menace pour les personnes et le reste de la nature, reconnaissant que, parmi d'autres secteurs, "les priorités de développement visant à promouvoir les industries extractives [...] sont souvent en conflit avec la conservation de la biodiversité".²³² Le Plan national d'action et de stratégie pour la biodiversité de Papouasie-Nouvelle-Guinée (NBSAP) identifie l'extraction minière, pétrolière et gazière comme l'une des menaces les plus importantes pour la biodiversité, notamment en raison des "mauvaises pratiques environnementales de l'industrie minière de PNG" et de la "perte massive d'habitat" qui y est associée.²³³ Toutes les mines et tous les sites d'exploration minière de PNG sont situés dans des zones considérées comme ayant une grande valeur de conservation par le Département de l'environnement et de la conservation de la PNG.²³⁴

Malgré cette prise de conscience, le gouvernement de la PNG continue de poursuivre le développement par le biais des secteurs d'exportation extractifs. En 2024, le gouvernement de la PNG a rouvert la mine d'or controversée de Porgera, exploitée par la société minière canadienne Barrick.²³⁵ La mine a cessé ses activités en 2020 après que le gouvernement de la PNG a refusé de prolonger son bail, citant des problèmes environnementaux et sociaux;²³⁶ la grande mine à ciel ouvert a profondément altéré l'environnement et

²²⁷Rodrigo Cámará-Leret et al, "New Guinea has the World's Richest Island Flora", *Nature* 584 (2020) : 579-583, <https://doi.org/10.1038/s41586-020-2549-5>; CBD, "Papua New Guinea-Main Details", Country Profiles, CBD, consulté le 17 août 2023, www.cbd.int/countries/profile/?country=pg.

²²⁸Thomas H. White Jr. et al, "Quantifying Threats to Biodiversity and Prioritizing Responses : An Example from Papua New Guinea", *Diversity* 13, no. 6 (2021), <https://doi.org/10.3390/d13060248>.

²²⁹Luke Fletcher, "From Extraction to Inclusion : Changing the Path to Development in Papua New Guinea", ACT NOW !, Jubilee Australia et Oakland Institute, 2020, www.jubileeaustralia.org/resources/publications/extraction-inclusion-2020.

²³⁰Thomas H. White Jr. et al, "Quantifying Threats to Biodiversity and Prioritizing Responses : An Example from Papua New Guinea", *Diversity* 13, no. 6 (2021), <https://doi.org/10.3390/d13060248>.

²³¹Ernst & Young, "2021 Papua New Guinea Extractive Industries Transparency Initiative (PNG EITI) Report," Extractive Industries Transparency Initiative, March 2023, 13, <https://eiti.org/sites/default/files/2023-11/2021-PNG-EITI-REPORT.pdf>.

²³²John Aruga et al, "Papua New Guinea National Biodiversity Strategic Action Plan 2019-2024, Papua New Guinea Conservation and Environmental Protection Authority," 2019, 3, www.cbd.int/doc/world/pg/pg-nbsap-v2-en.pdf.

²³³Aruga et al, "Papua New Guinea National Biodiversity Strategic Action Plan", 31-32.

²³⁴Aruga et al, "Papua New Guinea National Biodiversity Strategic Action Plan", 31-32.

²³⁵"Barrick Cleared to Restart Porgera Gold Mine in Papua New Guinea", *Mining*, 13 octobre 2023, www.mining.com/barrick-cleared-to-restart-porgera-mine-following-special-mining-lease/; "Porgera Gold Mine Set to Restart Production This Month", Barrick, 10 décembre 2023, www.barrick.com/English/news/news-details/2023/porgera-gold-mine-set-to-restart-production-this-month/default.aspx.

nui aux résidents des environs depuis qu'elle a commencé ses activités dans les années 1990.²³⁷ La PNG étant l'un des rares pays au monde à autoriser le déversement des déchets miniers dans les rivières et les océans,²³⁸ les communautés voisines ont fait état d'une "rivière rouge" de résidus chauds s'écoulant de la mine,²³⁹ qui contaminent l'eau, contribuent à l'insécurité alimentaire et à une mauvaise santé, et endommagent les liens locaux avec la terre.²⁴⁰

Qu'est-ce qui pousse la PNG à étendre l'empreinte de cette industrie, en conflit avec ses propres ministères de l'environnement ? S'il existe des pressions internes, cette étude de cas met en évidence d'autres facteurs, tels que la capacité limitée de la PNG à accéder aux capitaux et aux investissements dans d'autres secteurs, associée à un endettement élevé, qui conduit le gouvernement à rechercher les investissements étrangers par le biais de traitements fiscaux préférentiels qui, en fin de compte, augmentent l'empreinte de l'industrie extractive et ont un impact négatif sur la biodiversité.

Accès limité aux capitaux et aux investissements

Depuis son indépendance de l'Australie en 1975, le développement économique de la PNG est lié à l'extraction.²⁴¹ Au moment de l'indépendance, l'exploitation minière représentait 50 % de l'économie d'exportation de la PNG.²⁴² Au cours des dernières décennies, le secteur extractif, y compris l'extraction du pétrole, du gaz et des minéraux, a représenté près de 80 % de la valeur des exportations de la PNG,²⁴³ avec une moyenne de 82 % entre 2018 et 2022 (voir tableau 1). Cela signifie que les exportations extractives sont l'un des principaux moyens pour la PNG de gagner des devises étrangères, qui sont nécessaires pour payer les importations essentielles et rembourser les dettes extérieures coûteuses. En 2022, les paiements d'intérêts sur la dette publique représentaient plus de 13 % des recettes publiques, contre une moyenne de 4 % dans les pays développés.²⁴⁴

²³⁶Ian Morse, "Gold Miner Faces Global Protests as it Rekindles a Mine with a Violent Legacy", *Mongabay*, 1er mai 2023, <https://news.mongabay.com/2023/05/gold-miner-faces-global-protests-as-it-rekindles-a-mine-with-a-violent-legacy/>.

²³⁷Représentant 10 % des exportations totales de la PNG lors de la fermeture de la mine en 2020 ; voir : Jonathan Pryke et Shane McLeod, "Politics and Porgera : Why Papua New Guinea Cancelled the Lease on One of its Biggest Mines", *The Guardian*, 12 mai 2020, www.theguardian.com/world/2020/may/12/politics-and-porgera-why-papua-new-guinea-cancelled-the-lease-on-one-of-its-biggest-mines ; Jerry K. Jacka, *Alchemy in the Rain Forest : Politics, Ecology, and Resilience in a New Guinea Mining Area* (Durham : Duke University Press, 2015).

²³⁸Les changements récents apportés aux politiques d'élimination des déchets miniers ne s'appliquent qu'aux nouveaux projets miniers et n'abordent pas les impacts cumulés à ce jour et leur remédiation potentielle ; voir Gavin M. Mudd et al., "Mining in Papua New Guinea : A Complex Story of Trends, Impacts and Governance", *Science of the Total Environment* 741 (2020), <https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2020.140375>.

²³⁹Sarah Knuckey et al, "Red Water : Mining and the Right to Water in Porgera, Papua New Guinea", Columbia Law School Human Rights Clinic and Advanced Consortium on Cooperation, Conflict and Complexity (AC4), 2019, https://hri.law.columbia.edu/sites/default/files/publications/red-water-report-2019_1.pdf ; voir également J. Hettler, G. Irion et B. Lehmann, "Environmental Impact of Mining Waste Disposal on a Tropical Lowland River System : A Case Study on the Ok Tedi Mine, Papua New Guinea", *Mineralium Deposita* 32 (1997) : 280-291, <https://link.springer.com/article/10.1007/s001260050093>.

²⁴⁰Tony Crook, "'If You Don't Believe Our Story, At Least Give Us Half of the Money' : Claiming Ownership of the Ok Tedi Mine, PNG", *Journal de la Société des Océanistes* 125 (2005) : 221-228, <https://doi.org/10.4000/jso.939> ; M. D. E. Hayward et al, "Mine Waste Disposal Leads to Lower Coral Cover, Reduced Species Richness and a Predominance of Simple Coral Growth Forms on a Fringing Coral Reef in Papua New Guinea," *Marine Environmental Research* 115 (2016) : 36-48, <https://doi.org/10.1016/j.marenvres.2016.02.003> ; Knuckey et al, "Red Water".

²⁴¹Depuis les années 1800, ce qui est aujourd'hui connu sous le nom de Papouasie-Nouvelle-Guinée a été colonisé par l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Australie. Les Néerlandais ont colonisé la partie occidentale de la Nouvelle-Guinée, ce qui est aujourd'hui la Papouasie occidentale dans la République d'Indonésie. Le territoire australien a obtenu sa pleine indépendance en tant qu'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée en 1975. La Papouasie-Nouvelle-Guinée reste membre du Commonwealth des Nations ; le chef d'État est le roi Charles III, représenté par le gouverneur général Sir Bob Dadae. À ce jour, la Papouasie-Nouvelle-Guinée est considérée comme une économie extrêmement dépendante des minerais ; voir : Colin Filer et Imbun Benedict, "A Short History of Mineral Development Policies in Papua New Guinea, 1979-2002", in *Policy Making and Implementation-Studies from Papua New Guinea*, ed. R.J. May (Canberra : ANU E Press, 2009), 75-116.

²⁴²Fletcher, "De l'extraction à l'inclusion", 30.

²⁴³Colin Filer et Pierre-Yves Le Meur, éd. *Large-Scale Mines and Local-level Politics : Between New Caledonia and Papua New Guinea* (Canberra : ANU Press, 2017), <http://doi.org/10.22459/LMLP.10.2017>.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée dépend de l'investissement étranger direct dans les secteurs extractifs,

La Papouasie-Nouvelle-Guinée dépend de l'investissement étranger direct dans les secteurs extractifs, en partie parce que le gouvernement a peu d'autres sources de revenus pour faire face à ses engagements en matière de dépenses liées à la dette extérieure.

en partie parce que le gouvernement a peu d'autres sources de revenus pour faire face à ses engagements en matière de dépenses liées à la dette extérieure. Il en résulte que, malgré l'expansion des frontières extractives, la Papouasie-Nouvelle-Guinée est actuellement menacée par une crise de la dette publique.²⁴⁵ Bien que la participation à l'initiative de suspension du service de la dette (DSSI) du G20 en 2020 et 2021 ait temporairement réduit les coûts du service de la dette de la PNG, ces coûts différés doivent être payés à partir de 2023. Les exportations extractives sont cruciales pour ces paiements, qui doivent souvent être effectués en USD ou dans d'autres devises étrangères.

limite les conditions d'accès aux capitaux, plaçant le pays dans une position de négociation plus faible avec les sociétés minières étrangères et l'exposant à des coûts d'emprunt plus élevés.²⁴⁷ Et comme ces coûts d'emprunt augmentent, il en va de même pour les coûts du service de la dette, ce qui crée une demande supplémentaire de devises étrangères par le biais du développement du secteur extractif.

En réponse à des crises économiques répétées, le gouvernement a poursuivi une série de mesures de stabilisation,²⁴⁸ y compris l'emprunt auprès de la BM et du FMI, augmentant ainsi la charge globale de la dette du pays. Le développement du secteur extractif est souvent considéré par les institutions financières internationales comme la voie principale du développement économique de la PNG ; selon leur propre rapport, la BM "a été directement impliquée dans la naissance de l'industrie pétrolière et gazière de la PNG", mais leurs "efforts sectoriels techno-centrés ont finalement peu contribué au développement économique durable de la PNG".²⁴⁹

Parmi les économies les plus dépendantes des ressources naturelles dans le monde,²⁵⁰ La dépendance de la PNG à l'égard de ces secteurs de matières premières en dents de scie conduit à l'instabilité

²⁴⁴"A World of Debt", CNUCED, 2023, <https://unctad.org/publication/world-of-debt>; Pour accéder à ces données, il faut se rendre dans l'onglet "Debt Dashboard" et sélectionner la Papouasie-Nouvelle-Guinée comme base de comparaison, puis cliquer sur "Public debt interest payments as a share of revenues" sur l'affichage en forme de roue, et enfin sélectionner "Trend over time" sur le graphique situé à droite de l'écran.

²⁴⁵Debt Justice mesure si un pays est en crise de la dette, définie comme "lorsque les paiements de la dette minent l'économie d'un pays et/ou la capacité de son gouvernement à protéger les droits économiques et sociaux fondamentaux de ses citoyens", voir : "Debt Data Portal, Debt Justice, dernière modification le 22 mai 2023, data.debtjustice.org.uk.

²⁴⁶"2021 Investment Climate Statements : Papua New Guinea", Département d'État américain, 2021, www.state.gov/reports/2021-investment-climate-statements/papua-new-guinea/.

²⁴⁷Diane Kraal, "Chapter 13 : Risks and Fiscal Concerns in the Extraction of Natural Resources : A Study of Transnational Corporations in Papua New Guinea ", dans *Research Handbook on Transnational Corporations*, eds. Alice de Jonge et Roman Tomasic (Northampton : Edward Elgar Publishing, Inc., 2017), <https://doi.org/10.4337/9781783476916.00023> ; la note de crédit de la PNG est B-, ce qui n'est pas une note d'investissement et est considéré comme hautement spéculatif.

²⁴⁸Y compris la réduction des dépenses publiques, la dévaluation de la monnaie, la modération salariale et le resserrement de la politique monétaire, voir : Peter Larmour, "Conditionality, Coercion and Other Forms of 'Power' : International Financial Institutions in the Pacific", *Public Administration and Development* 22, no. 3 (2002), 209-291, <https://doi.org/10.1002/pad.228>.

²⁴⁹Sunil Mathrani, "Evaluation of the World Bank Group's Activities in the Extractive Industries, Background Paper, Papua New Guinea Country Case Study," Operations Evaluation Department assessment of the World Bank Group, 2003, <https://documents.worldbank.org/curated/en/591491468057857472/pdf/294540PNG0Eval10industries01public1.pdf>.

²⁵⁰Stephen Howes et Alyssa Leng, "PNG as Resource Dependent as Saudi Arabia", Devpolicy Blog, 16 février 2023, <https://devpolicy.org/png-as-resource-dependent-as-saudi-arabia-20231216/>.

macroéconomique. Les prix mondiaux des ressources naturelles étant plus volatils que les prix des autres biens, les pays comme la PNG qui exportent principalement des ressources naturelles -en particulier du pétrole - sont plus exposés à la volatilité économique.²⁵¹ Coincée par la fin du supercycle des matières premières, la PNG est confrontée à des pénuries de devises depuis 2015.²⁵² Pourtant, même si la PNG poursuit l'extraction pour générer des devises, la volatilité des prix des matières premières a un impact sur les recettes publiques du secteur, tandis que la nécessité d'attirer les investissements par le biais de mécanismes tels que les incitations fiscales entretient davantage la pénurie.²⁵³ Selon une analyse, "une grande partie des revenus des industries extractives en PNG -plus de 70 % dans de nombreux cas - partent à l'étranger pour assurer le service de la dette et récompenser les actionnaires".²⁵⁴

Dans l'ensemble, les revenus de l'extraction n'ont pas été une source de financement de transition vers une économie plus diversifiée. À l'image d'autres économies dépendantes des exportations,²⁵⁵ même si ses secteurs extractifs se sont développés, la PNG a "lutté pour convertir sa richesse minérale en formes de développement économique pouvant bénéficier à la grande masse de la population".²⁵⁶ Ainsi, malgré l'augmentation des investissements dans le secteur extractif, les bénéfices s'écoulent largement vers l'extérieur et les revenus du gouvernement sont utilisés pour payer des dettes coûteuses. La Papouasie-Nouvelle-Guinée doit gérer les impacts de la dégradation des écosystèmes et de l'instabilité économique, mais avec de moins en moins de ressources pour le faire.

Extraction de supercharges fiscales préférentielles

L'un des principaux moyens utilisés par la PNG pour attirer les ressources par le biais d'investissements étrangers consiste à accorder aux industries extractives un traitement fiscal préférentiel afin d'encourager la

Une analyse réalisée en 2021 a révélé que les sociétés australiennes, qui exploitent la plupart des grandes mines de PNG et exportent 97 % de l'or de ce pays, ne paient pratiquement pas d'impôt sur le revenu. Bien que la PNG ait un besoin urgent de revenus pour investir dans le développement durable, le pays continue à prendre des coups financiers et écologiques afin d'attirer de nouveaux investissements dans l'exploitation minière, pétrolière et gazière.

²⁵¹Dhaneshwar Ghura et al, "Macroeconomic Policy Frameworks For Resource-Rich Developing Countries-Background Paper 1-Supplement 1," Fonds monétaire international, 2012, 12, www.imf.org/external/np/eng/2012/082412a.pdf.

²⁵²Martin Davies et Marcel Schröder, "The Path to Kina Convertibility : An Analysis of Papua New Guinea's Foreign Exchange Market", *Asia and the Pacific Policy Studies* 9, no. 1 (2022) : 465-482, <https://doi.org/10.1002/app5.358>.

²⁵³Davies et Schröder, "The Path to Kina Convertibility".

²⁵⁴Avalos et al, "Papua New Guinea and the Natural Resource Curse" (Papouasie-Nouvelle-Guinée et la malédiction des ressources naturelles).

²⁵⁵Nayda Avalos et al, " Papua New Guinea and the Natural Resource Curse ", *Comparative Economic Studies* 57, no 2 (2015) : 345-360, <https://doi.org/10.1057/ces.2015.1>.

²⁵⁶Nicholas Banton et al, "Land, Labour and Capital : Small and Large-Scale Miners in Papua New Guinea", *Resources Policy* 68 (2020), <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2020.101805> ; souvent caractérisée comme une "économie d'enclave", les services publics de la PNG, y compris la santé, l'éducation, l'électricité et les infrastructures éducatives, restent sous-financés, voir : Fletcher, "From Extraction to Inclusion" ; Jonathan Gamu, Philippe Le Billon et Samuel Spiegel, "Extractive Industries and Poverty : A Review of Recent Findings and Linkage Mechanisms", *The Extractive Industries and Societies* 2 (2015) : 162-176, <http://dx.doi.org/10.1016/j.exis.2014.11.001>.

poursuite des investissements et du développement miniers.²⁵⁷ Par exemple, une analyse réalisée en 2021 a révélé que les sociétés australiennes, qui exploitent la plupart des grandes mines de PNG et exportent 97 % de l'or de ce pays, ne paient pratiquement pas d'impôt sur le revenu.²⁵⁸ Bien que la PNG ait un besoin urgent de revenus pour investir dans le développement durable, le pays continue à prendre des coups financiers et écologiques afin d'attirer de nouveaux investissements dans l'exploitation minière, pétrolière et gazière.

En raison de ces taux d'imposition préférentiels, même si les industries extractives représentent une part importante du PIB et des recettes d'exportation, le secteur ne contribue que pour une part proportionnellement faible aux recettes fiscales. Un rapport du FMI de 2022 note que, par rapport à d'autres pays exportateurs de matières premières, "la part des recettes publiques provenant du secteur des ressources est très faible en PNG par rapport à la part du secteur des ressources dans le PIB".²⁵⁹ Selon l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE), "en 2018, les produits pétroliers et minéraux représentaient près de 90% de la valeur des exportations de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, mais moins de 10% des recettes publiques" et, les années précédentes, "les produits pétroliers et minéraux représentaient une part encore plus faible des recettes publiques".²⁶⁰ Les déductions fiscales, les échappatoires, les congés et autres exonérations accordées aux entreprises dans le cadre d'accords confidentiels sur les ressources expliquent le manque à gagner en matière de recettes fiscales pour les entreprises.²⁶¹ Ainsi, alors que la part du secteur des ressources dans le PIB a plus que doublé pour atteindre un tiers du PIB au cours de la dernière décennie, les recettes publiques moyennes provenant du secteur des ressources ont chuté.²⁶²

Au même titre que les recettes fiscales et la croissance économique générale, l'emploi est souvent présenté comme la contrepartie nécessaire des atteintes à l'environnement, en particulier dans les économies basées sur les ressources naturelles. Mais les secteurs extractifs en PNG n'emploient que peu de personnes. Selon une analyse, le secteur minier employait moins de 3 pour cent de la main-d'œuvre du secteur formel en 2011 -une quantité relativement insignifiante si l'on considère que seulement 11 pour cent de la population en âge de travailler en PNG est employée dans l'économie formelle.²⁶³ Selon ce calcul, les secteurs extractifs représentent moins de 1 pour cent de la main-d'œuvre totale.²⁶⁴ En dehors de l'emploi, les promesses d'avantages économiques directs pour les communautés locales restent souvent lettre morte, alors que ces mêmes communautés supportent les coûts de la dégradation écologique.²⁶⁵

²⁵⁷Fletcher, "From Extraction to Inclusion", 37 ; "Le système fiscal en PNG est un héritage de l'époque où la PNG était une colonie australienne et offrait des congés fiscaux et d'autres exemptions pour attirer les investisseurs étrangers" ; voir Josh Nicholas et Kate Lyons, "Australian Mining Companies Have Paid Little or No Corporate Income Tax in PNG Despite Huge Profits", *The Guardian*, 8 juin 2021, www.theguardian.com/world/2021/jun/09/australian-mining-companies-have-paid-little-or-no-corporate-income-tax-in-png-despite-huge-profits.

²⁵⁸Nicholas et Lyons, "Australian Mining Companies".

²⁵⁹"Papua New Guinea Staff Report for the 2022 Article IV Consultation and Review of the Staff Monitored Program, Fonds monétaire international, 2022, 11, www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2022/09/20/Papua-New-Guinea-2022-Article-IV-and-the-Staff-Monitored-Program-Press-Release-Staff-Report-523626.

²⁶⁰Soulignement ajouté ; cité dans Nicholas et Lyons, "Australian Mining Companies".

²⁶¹Fletcher, "From Extraction to Inclusion", 37 ; s'il est connu que le gouvernement de la PNG a régulièrement utilisé des incitations fiscales pour attirer les entreprises extractives, la valeur totale des allégements fiscaux reste inconnue car les déclarations de dépenses fiscales ne sont pas publiées ; voir Diane Kraal, "Petroleum Industry Tax Incentives and Energy Policy Implications : A Comparison Between Australia, Malaysia, Indonesia, and Papua New Guinea", *Energy Policy* (2019) : 212-222, <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2018.11.011>.

²⁶²"Papua New Guinea Staff Report for the 2022 Article IV Consultation and Review of the Staff Monitored Program".

²⁶³Fletcher, "From Extraction to Inclusion", 32 ; les données sur l'emploi en PNG sont limitées, 75 à 80 pour cent de la population de la PNG vivent dans des communautés villageoises rurales. La majorité de la population en âge de travailler de la PNG participe au marché du travail informel, qui est "centré sur l'agriculture de semi-subsistance, la sylviculture et la pêche" ; voir : Filer et Le Meur, eds, *Large-Scale Mines and Local-Level Politics*.

²⁶⁴Voir également Ernst & Young, "2021 Papua New Guinea Extractive Industries Transparency Initiative (PNG EITI) Report".

²⁶⁵Juridiquement, les actifs du sous-sol appartiennent à l'État. Les développeurs de projets d'exploitation des ressources concluent généralement un accord avec l'État en plus d'obtenir une licence d'exploitation des ressources ou un permis d'exploitation minière, et les personnes identifiées comme propriétaires fonciers bénéficiaires dans les zones d'extraction (et le long des couloirs de pipelines) sont censées recevoir une part des bénéfices que les entreprises versent à l'État. Cependant, dans le contexte du système foncier coutumier de la PNG, il y a eu des problèmes pour identifier correctement et indemniser équitablement les "propriétaires fonciers bénéficiaires".

Perspectives

Ce modèle d'extraction pour l'exportation ne s'est pas traduit par une augmentation des budgets gouvernementaux pour investir dans le développement durable ou la diversification économique. Parce qu'il y a si peu d'options pour accéder au capital pour les dépenses sociales et environnementales et le remboursement de la dette, le secteur extractif continue à jouer un rôle central dans l'économie de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Si la PNG augmentait les normes environnementales, les contrats de prestations sociales ou les impôts, dans les conditions macroéconomiques actuelles, elle serait probablement incapable de respecter ses engagements en matière de dépenses pour les services gouvernementaux existants ou la dette extérieure.

Ces contraintes politiques et économiques plus larges n'excusent pas l'inaction du gouvernement face aux violations des droits de l'homme liées à l'exploitation minière. À la suite de renégociations sur les conditions de partage des bénéfices, le gouvernement de la PNG a autorisé Barrick à reprendre l'exploitation de la mine de Porgera. Dans le cadre de la nouvelle coentreprise, les parties prenantes de la PNG recevront 51 % des bénéfices économiques de la mine.²⁶⁶ Toutefois, les militants craignent que la participation du gouvernement au projet ne réduise sa réactivité face aux atteintes à l'environnement et aux droits de l'homme et n'accroisse la criminalisation de l'activisme par l'État.²⁶⁷ Les activistes locaux continuent de résister à l'expansion des mines par le biais d'injonctions légales, de pétitions et en refusant tout simplement de se conformer aux ordres d'expulsion.²⁶⁸ En 2020, une coalition de chefs a signé une déclaration commune contre l'exploitation minière du fleuve Sepik, qui est à la base de leur survie et de leur mode de vie.²⁶⁹

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est confrontée à un certain nombre de problèmes environnementaux, sociaux et politiques complexes qui vont au-delà de la conservation de la biodiversité. Mais reconnaître comment et pourquoi le gouvernement de la PNG est poussé à accorder un traitement préférentiel aux secteurs extractifs -même si ces secteurs n'ont pas contribué équitablement à la poursuite du développement économique ou social du pays- met en évidence les forces structurelles qui maintiennent l'extractivisme en place.

²⁶⁶Les parties prenantes comprennent le gouvernement national, le gouvernement provincial d'Enga et les groupes de propriétaires terriens ; voir : "Porgera Gold Mine Set to Restart Production This Month (La mine d'or de Porgera devrait reprendre sa production ce mois-ci).

²⁶⁷Morse, "Gold Miner Faces Global Protests as It Rekindles a Mine with a Violent Legacy".

²⁶⁸Bruno Venditti, "Landowners Working on Injunction Against Barrick's Restart of Porgera Gold Mine", *Mining*, 25 avril 2023, www.barrick.com/English/news/news-details/2023/porgera-gold-mine-set-to-restart-production-this-month/default.aspx ; John Cannon, "Deep-Sea Mining Project in PNG Resurfaces Despite Community Opposition", *Mongabay*, 18 août 2023, <https://news.mongabay.com/2023/08/deep-sea-mining-project-in-png-resurfaces-despite-community-opposition/>.

²⁶⁹"Supreme Sukundimi Declaration ", Save the Sepik, consulté le 17 août 2023, <https://savethesepik.org/the-supreme-sukundimi-declaration/>.

